

Mise à jour du Climate Action Tracker : de modestes progrès – Les états toujours en route pour un réchauffement de plus de 3°C

Bonn, le 10 juin 2010

Selon la dernière publication du Climate Action Tracker, malgré de récents développements, le total des actions de réduction d'émissions proposées jusqu'à présent ne laisse quasiment aucune chance de limiter la hausse des températures en dessous de 2 degrés Celsius.

« L'engagement de la Chine de générer 15% de son énergie à partir de sources d'énergie non-fossiles en 2020 améliore la perspective quant aux émissions chinoises, mais ne change pas fondamentalement la donne », explique Dr Niklas Höhne d'Ecofys.

« Le nouvel engagement de réduction de 15% du Kazakhstan, d'ici 2020, par rapport au niveau de 1992, ou, en fait, de 10% par rapport à 1990, signifie que le Kazakhstan va vraiment commencer à réduire ses émissions. Néanmoins à court terme, il demande encore de « l'air chaud » : l'objectif à court terme qu'il propose va au-delà des émissions attendues », déclare Dr Michiel Schaeffer de Climate Analytics.

« Les engagements et échappatoires actuels nous donnent une quasi certitude de dépasser 1,5°C, avec un réchauffement global très probablement au-dessus des 2°C et un risque supérieur à 50% de dépasser les 3°C d'ici 2100. » ajoute Dr h.c. Bill Hare du Potsdam Institute for Climate Impact Research (PIK).

Détails: Les effets de l'engagement de 15% d'énergie non-fossile en Chine d'ici 2020

Ecofys a entrepris une analyse plus poussée de l'engagement chinois auprès de la CNUCC à la lumière des informations nouvellement disponibles. La dernière publication du Climate Action Tracker, le 2 février, classait l'engagement chinois de réduction d'intensité d'émission (basé sur le PIB) de 40-45% d'ici à 2020 (par rapport aux niveaux de 2005) comme « inadéquat ». Un manque de données avait empêché l'équipe d'analyser l'autre engagement majeur de la Chine, son objectif d'assurer que l'énergie d'origine non-fossile représente 15% des sources d'énergie du pays d'ici 2020.

A présent, Ecofys a analysé cinq études sur les émissions de la Chine et en conclut que l'engagement d'intensité d'émissions de la Chine, couplé à son objectif d'énergie non-fossile, aboutit en fait à un objectif d'ensemble plus fort qu'évalué précédemment

« Bien que la Chine soit toujours marquée "inadéquat", son objectif, en particulier celui de 15% d'énergie non-fossile, est plus robuste que nous pensions » reconnaît Dr Niklas Höhne, à la tête de l'équipe de recherche d'Ecofys. « Néanmoins, il existe davantage de politiques en Chine qui ne font pas parties de son engagement international, comme par exemple l'amélioration de son objectif d'intensité énergétique de 20%, par unité de PIB, entre 2005 et 2020. Si cela était pris en compte, les émissions de la Chine seraient même inférieures en 2020 à celles résultantes de son seul objectif international. » ajoute-il.

Les émissions chinoises sont passées de 4 à 8GtCO₂eq entre 1990 et 2005 et devraient atteindre 12 à 14GtCO₂eq en 2020 selon des conditions « business as usual ». Tandis que l'objectif de réduction d'intensité des émissions n'affecte pas significativement cette fourchette, l'ensemble des objectifs de la Chine sous l'Accord de Copenhague la réduit de 11 à 13GtCO₂eq. Cependant, en prenant en compte toutes ses politiques, les émissions de la Chine pourraient se limiter à 10GtCO₂eq en 2020.

Détails : Le Kazakhstan propose une réduction de 15% d'ici à 2020, par rapport aux niveaux de 1992

Sous le Protocole de Kyoto, le Kazakhstan a proposé, pour la période 2008-2012, un objectif qui est égal aux niveaux de 1992 et un engagement de 15% de réduction en dessous des niveaux de 1992, d'ici à 2020 (soit -10% par rapport aux niveaux de 1990). Alors que l'objectif 2008-2012 inclut de l' « air chaud » (il est bien au-dessus des émissions actuelles), l'objectif à 2020 se trouve en dessous des projections d'émissions « business as usual » pour 2020. Contrairement à la Russie, l'Ukraine et le Bélarusse, l'objectif du Kazakhstan de 15% de réduction d'ici 2020 par rapport aux niveaux de 1992, signifie que, après prise en compte les effets de la récession actuelle, qu'il lui est nécessaire de commencer à réellement réduire ses émissions plutôt que de compter sur l' « air chaud » pour respecter son engagement.

La Russie, l'Ukraine et le Bélarusse semblent avoir l'intention d'injecter davantage de « hot air » dans le système, comme en atteste leurs objectifs à 2020, au-delà des trajectoires « business as usual ». Quand bien même, l'objectif du

Kazakhstan marque pour la première fois la proposition par un pays de l'ex-Union soviétique de réellement réduire ses émissions d'ici à 2020, en dessous du « business as usual », les réductions devront être plus importantes pour être qualifiées de « suffisantes », explique Dr Michiel Schaeffer de Climate Analytics.

Autres développements : Etats-Unis, Islande, UE

Climate Analytics note que l'engagement américain reste qualifié d'« inadéquat ». L'année dernière le Climate Action Tracker avait inclus un engagement de 17-20% d'ici 2020 par rapport aux niveaux de 2007, ce qui se basait sur une législation nationale encore en développement. La communication internationale des Etats-Unis sous l'Accord de Copenhague n'inclut pas les 20%. Etant donné que la législation attend toujours de faire progrès au Sénat et que la loi du Sénat ne contient qu'une référence à l'objectif de 17%, il n'y a aucune raison de conserver les 20% dans l'analyse du Climate Action Tracker.

L'Islande s'est alignée avec l'UE en endossant un objectif plus élevé de 30%, comme étant sa part de l'effort collectif de l'Union. Si les conditions de cet engagements sont réunis, cette proposition récente ferait passer l'Islande fermement dans la catégorie « suffisant » - où on ne trouve que la Norvège et le Japon.

Concernant l'UE en tant que telle, il n'y a eu aucun changement ; cependant, Climate Analytics note que la Commission a informé l'UE qu'un changement de sa position de son objectif unilatéral de 20%, à son objectif conditionnel de 30% peut s'accomplir avec un impact économique bien moindre qu'estimé précédemment, notamment à cause de la récession. Un objectif unilatéral de 30% amènerait l'UE à la limite entre « moyen » et « suffisant ».

Notes :

Le 'Climate Action Tracker' est un site internet proposant un système d'évaluation des politiques climatiques. Il a été développé par Ecofys, Climate Analytics et le Potsdam Institute for Climate Impact Research (PIK).

Il est en ligne depuis Novembre 2009.

Vous trouverez le Climate Action Tracker à :

<http://www.climateactiontracker.org>.

Ecofys, Climate Analytics et le PIK sont des organisations de recherche spécialisées dans les questions d'énergie et de climat .

* * * * *

Pour plus d'information:

Ecofys

Yvonne Kettmann

+49 221 270 70 110

climateactiontracker@ecofys.com

Climate Analytics

Henrike Doebert

henrike.doebert@climateanalytics.org

+49 1511 222 1250

Michiel Schaeffer, michiel.schaeffer@climateanalytics.org

L'équipe du Climate Action Tracker

Dr Niklas Höhne est directeur des politiques énergétiques et climatiques à Ecofys et « lead author » du GIEC, il a développé avec le Dr Michel den Elzen de MNP le tableau dans le rapport du GIEC qui est la base de calcul pour la fourchette de 25-40% de réduction d'ici 2020 par rapport à 1990, présentement discutée pour les pays de l'Annexe I. L'équipe d'Ecofys comprend Katja Eisbrenner, Christian Ellermann, Markus Hagemann, Sara Moltmann et d'autres.

Le Dr Michiel Schaeffer, co-directeur et scientifique principal à Climate Analytics, qui comprend Kirsten Macey analyste en politique du climat, parmi d'autres.

Le Dr Clausine Chen travaille sur le modèle PRIMAP au Potsdam Institute for Climate Impact Research (PIK) avec Julia Nabel, Joeri Rogelj, et d'autres membres de l'équipe PRIMAP (<http://www.primap.org>).

Dr h.c. Bill Hare (PIK et PDG de Climate Analytics) fut "Lead Author" pour le Quatrième Rapport d'Evaluation du GIEC et est co-leader de l'équipe PRIMAP, avec le Dr Malte Meinshausen of PIK.

Ecofys :

www.ecofys.com

Ecofys est un bureau d'étude innovant dans le domaine des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique et des changements climatiques avec pour mission « une énergie durable pour tous ».

Ecofys fournit des solutions de recherche et de service allant du développement de produits jusqu'à leur mise en œuvre. Ses clients sont des fournisseurs d'énergie, des institutions financières, des gouvernements, des instances locales

et régionales, des institutions internationales, des développeurs de projets, des entreprises, ainsi que des consommateurs d'énergie tout autour du monde.

Climate Analytics :

www.climateanalytics.org

Climate Analytics est une organisation sans but lucrative basée à Potsdam en Allemagne. Climate Analytics a été établie afin de synthétiser la science du climat pertinente pour la négociation internationale. Elle apporte un appui scientifique, politique et analytique aux Petits Etats Insulaires en Développement (PEID) et aux Pays les Moins Avancés (PMA) ainsi qu'aux ONG et autres parties-prenantes des négociations sur le régime climatique post-2012. De plus Climate Analytics vise aussi à aider les PEID et les PMA à bâtir leur capacités en interne.

Le Potsdam Institute for Climate Impact Research (PIK) :

www.pik-potsdam.de

Le PIK mène des recherches dans les domaines des changements climatiques et du développement durable. Etabli en 1992, l'Institut est considéré comme l'un des pionniers et des meilleurs établissements du monde dans la recherche interdisciplinaire. Scientifiques, économistes et chercheurs en sciences sociales travaillent ensemble, investiguent la manière dont le terre change en tant que système, étudient les conséquences écologiques, économiques et sociales des changements climatiques et évaluent quelles stratégies sont appropriées pour un développement durable.